

Service d'information sur les SIG

La communication de la Commission européenne, du 20 novembre dernier, sur les services d'intérêt général (SIG) annonçait l'ouverture prochaine d'un service d'information interactif à destination des citoyens, des opérateurs et des autorités publiques pour les questions relatives à l'application du droit communautaire aux SIG. Ce service vient d'être ouvert en ligne. Il permet de poser des questions à la Commission au moyen d'un formulaire web et d'accéder à une liste des questions les plus fréquemment posées. Pour l'heure, le service d'information est disponible en anglais, en français et en allemand. Les questions pourront donc être posées (et les réponses fournies) dans ces trois langues uniquement.

http://ec.europa.eu/services_general_interest/index_fr.htm

Rappelons que, dans le bulletin 229, nous soulignons qu'outre le fait que la Commission s'arroge ainsi un pouvoir d'interprétation du droit communautaire, ce service ne règlera aucun des problèmes de fond que rencontrent les acteurs des SIG dans leur activité quotidienne compte tenu des incertitudes juridiques et politiques qui subsistent au niveau communautaire.

Paquet Climat-énergie

Le Conseil européen du printemps 2007 s'était engagé sur des objectifs importants et contraignants pris de manière unilatérale par l'UE pour lutter contre le changement climatique et favoriser les sources d'énergie renouvelables (voir bulletin 213) que la Commission a traduit dans un "paquet" législatif présenté le 23 janvier dernier. Ce paquet comporte :

i/ une proposition modifiant la directive concernant le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) de gaz à effet de serre pour l'appliquer aux six gaz couverts par le protocole de Kyoto, et non plus au seul carbone, ainsi qu'aux activités qui peuvent être surveillées de manière fiable, à partir de 2013 ;

ii/ une proposition relative à la répartition des efforts à fournir pour respecter l'engagement de l'UE de réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le SCEQE : transports, bâtiment, services, petites installations industrielles, agriculture, déchets ;

iii/ une proposition de directive destinée à promouvoir les sources d'énergie renouvelables et une répartition obligatoire des efforts à assumer par chacun des États membres afin d'atteindre l'objectif de 20% de réduction de la consommation énergétique dans trois secteurs : production d'électricité, chauffage-refroidissement, transports ;

iv/ une proposition de cadre juridique régissant le piégeage et le stockage du carbone sous terre et sous la mer, à laquelle est jointe une communication sur la démonstration du piégeage et du stockage du carbone. La Commission se dit prête à soutenir la recherche et le développement de nouvelles technologies en la matière ;

v/ un nouvel encadrement communautaires des aides d'Etat dans le domaine de l'environnement, applicable à partir de janvier 2015, pour éviter, notamment, la délocalisation de l'industrie. Il est prévu qu'une exemption générale par catégorie soit adoptée avant l'été. .../...

Information service on SGI

The European Commission's Communication on services of general interest (SGI), dated the 20th November 2007, announced the forthcoming launching of an interactive information service to be used by citizens, operators and public authorities on matters concerning the application of Community law on SGI. This service has since been opened online. It enables people and other stakeholders to submit their questions to the Commission by means of a web based form and consult a list of the most frequently asked questions. As of now the information service is available in English, French and German only. Questions can be submitted (and answers provided) in these three languages.

http://ec.europa.eu/services_general_interest/index_en.htm

It will be recalled that in our bulletin n° 229 we pointed out that, besides the fact that the Commission arrogates the power of interpreting Community law, the service in question does not address any of the fundamental problems faced by the SGI actors in their day to day activities, mainly due to the legal and political uncertainties prevalent at the Community level.

Climate-energy package

The Spring 2007 European Council committed itself to some ambitious and binding objectives drawn up, unilaterally, by the EU to combat climate change and promote renewable sources of energy (see Bulletin 213) and which the Commission has turned into a legislative "package" presented on the 23rd January this year. This package includes:

i / a proposal to amend the Directive concerning the European Union Emissions Trading System (ETS) for greenhouse gases in order to apply it to the six gases covered by the Kyoto Protocol, so as not to limit it to carbon dioxide only, as well as to those activities that can be reliably monitored, starting from 2013;

ii / a proposal concerning effort required from different Member States in complying with the EU's commitment regarding the reduction their own emissions of greenhouse gases in sectors not covered by the ETS: transports, buildings, services, small industrial plants, agriculture and waste;

iii / a directive proposal aimed at promoting renewable energy sources and the allotment of mandatory efforts required from each Member State in order to achieve the target of 20% reduction of energy consumption in three particular sectors: electricity production, heating-cooling, transports;

iv / a legal framework proposal involving the capturing and underground as well as undersea storage of carbon dioxide, to which a communication on the demonstration of the capture and storage of carbon dioxide is appended. The Commission declared that it was ready to support research work and development of new technologies in this field;

V / a new Community organisation of state aid in the field of environment, which will come into force from January 2015, in order to avoid, among other things, the relocation of the industry. A category based blanket exemption is planned for adoption before Summer. .../...

Ce paquet vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020 par rapport à 1990 et il propose de porter cet objectif à 30% si un accord international sur des objectifs comparables était conclu en 2009.

Ensemble des textes sur :

http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/focus/energy-package-2008/index_fr.htm

Services postaux

Le Parlement européen a adopté, le 31 janvier dernier en deuxième lecture, le rapport de Markus Ferber (PPE, Allemagne) sur l'achèvement du marché intérieur postal par lequel il approuve la position commune du Conseil européen du 8 novembre précédent, sans reprendre aucun des dix-neuf amendements déposés par les députés des groupes PSE, Verts/ALE, GUE/NGL.

La position commune du Conseil (sur laquelle le Luxembourg s'était opposé et la Belgique abstenue) retient, notamment i/ l'ouverture totale à la concurrence fin décembre 2010 au plus tard (avec une possibilité de report possible fin 2012 pour 11 Etats membres : Chypre, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie) ii/ des orientations pour le calcul du coût net éventuel du service universel insérées par la présidence portugaise en annexe I à la position commune iii/ une clause de réciprocité permettant de refuser l'accès d'un marché libéralisé aux opérateurs bénéficiant d'un monopole dans un autre Etat membre, entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2012 iv/ la possibilité pour un Etat membre de conditionner l'accès de son marché au respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale, des relations entre partenaires sociaux, et des conventions collectives.

Sur ce dernier point, on notera que le rapport en première lecture du Parlement européen (11 juillet 2007) avait introduit un amendement à l'article 23 de la directive prévoyant que la Commission présente "un rapport séparé sur l'évolution globale de l'emploi dans le secteur et sur les conditions de travail appliquées par tous les opérateurs au sein de chaque Etat membre [...] au plus tard trois ans après l'ouverture du marché à la concurrence. Le rapport dresse également un bilan des mesures adoptées par voie réglementaire ou par négociation entre partenaires sociaux. Si le rapport constate des distorsions de concurrence, il est accompagné le cas échéant de propositions". Supprimé dans la position commune du Conseil de novembre, l'amendement n'a pas été rétabli par le Parlement en deuxième lecture.

Markus Ferber a estimé c'était une bonne chose pour l'Europe que les derniers monopoles d'Etat disparaissent. Et le commissaire Charlie McCreevy chargé du marché intérieur a précisé que "cette directive permettra de promouvoir davantage l'innovation, d'améliorer les services et de réduire les coûts". En revanche, lors du débat, le député Gilles Savary (PSE, France) a estimé que "ce que nous propose cette directive, c'est de compenser le financement du service universel, paradoxe absolu, par des aides d'Etat, là où, dans certains pays, la péréquation faisait en sorte que les zones rentables finançaient celles qui ne l'étaient pas".

La transposition de la directive devra se faire avant fin 2009.

Sur le financement du service universel postal voir le point 8 et sur le calcul de son coût net, voir le point 25 de la position du Conseil sur :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:307:E:0022:0042:FR:PDF>

Voir également le bulletin 229 sur l'arrêt de la Cour de justice CE sur une affaire de financement du service universel postal en Espagne.

This package aims to reduce emissions of greenhouse gases by 20% by 2020 compared to 1990 emissions and it proposes raising that goal to 30% if an international agreement on similar objectives is reached in 2009.

All texts are available at:

http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/focus/energy-package-2008/index_en.htm

Postal services

On the 31st of January this year, the European Parliament adopted, in second reading, a report by Markus Ferber (EPP, Germany) on the completion of the internal market for postal services, in which it approves the joint position of the European Council of 8th November 2007, without considering any of the nineteen amendments tabled by members of the PSE, Greens/EFA and GUE/NGL groups.

The Council's joint position (to which Luxembourg is opposed and from which Belgium abstained) upholds, in particular i/ complete opening to competition by the end of December 2010, at the latest (with the possibility for a possible postponement to end 2012 for the following 11 Member States: Cyprus, Greece, Hungary, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Poland, Romania, Slovakia) ii/ guidelines for the calculation of the ultimate net cost of the universal service which was appended by the Portuguese presidency in Annex I of the common position iii/ a reciprocity clause making it possible to deny operators, enjoying a monopoly in another Member State, access to a liberalised market, between the 1st of January 2011 and the 31st of December 2012 iv/ the possibility for a Member States to condition access to its market on the working conditions and social security schemes, relations between social partners and collective agreements.

On this last point, it should be noted that the report, in the first reading at the European Parliament (July 11, 2007), had introduced an amendment to article 23 of the Directive which stipulated that the Commission shall submit "a separate report on the overall evolution of employment in the sector and on working conditions implemented by all operators in each Member State [...] not later than three years after the opening of the market to competition. The report also gives an appraisal of measures adopted through statutory means or by negotiation between the social partners. While the report notes some competition distortions, it includes some proposals whenever appropriate." After being discarded in the Council's common position in November, the amendment was not reintroduced by Parliament in the second reading.

Markus Ferber considered that it was a good thing for Europe to have the remaining state monopolies disappear. In addition, Commissioner Charlie McCreevy, in charge of the internal market, stressed that "this directive will further promote innovation, improve services and reduce costs". However, during the debate, one MP, Gilles Savary (PSE, France) deemed that "what the directive proposes is to compensate the funding of the universal service by state aid which, according to him, is an absolute paradox since, in some countries the adjustment was being done in such a way that profitable sectors were financing those which were not".

The directive's transposition is to be done before end 2009.

On the funding of the universal postal service see item 8 and on the calculation of its net cost, see section 25 of the Council's position at:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:307:E:0022:0042:EN:PDF>

See also bulletin 229 on the EC Court of Justice's ruling in a case involving the financing of the universal postal service in Spain.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.